

**Assemblée générale**

Distr. générale
26 juillet 2010
Français
Original : anglais

Soixante-cinquième session

Point 124 v) de l'ordre du jour provisoire*

**Coopération entre l'Organisation des Nations Unies
et les organisations régionales ou autres : coopération
entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation
de Shanghai pour la coopération**

**Lettre datée du 20 juillet 2010, adressée au Secrétaire
général par la Représentante permanente du Kazakhstan
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous informer que les États membres de l'Organisation de Shanghai pour la coopération ont adopté la déclaration ci-jointe au dixième sommet annuel de l'Organisation, tenu à Tachkent les 10 et 11 juin 2010 (voir annexe).

Je vous serais obligée de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 124 v) de l'ordre du jour provisoire.

La Représentante permanente du Kazakhstan
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Byrganym **Aitimova**

* A/65/150.



**Annexe à la lettre datée du 20 juillet 2010 adressée
au Secrétaire général par la Représentante permanente
du Kazakhstan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : russe]

**Déclaration du Conseil des chefs d'État des États membres
de l'Organisation de Shanghai pour la coopération à l'issue
de sa dixième réunion**

(Tachkent, 10 et 11 juin 2010)

La dixième réunion du Conseil des chefs d'État des États membres de l'Organisation de Shanghai pour la coopération s'est tenue à Tachkent les 10 et 11 juin 2010. À l'issue de leurs échanges de vues sur les questions régionales et internationales d'actualité, les participants ont déclaré ce qui suit :

1. Des changements profonds et des transformations radicales se produisent dans le monde d'aujourd'hui, en perpétuelle évolution. La multipolarité qui s'affirme accroît l'interdépendance des États et accélère la marche de la mondialisation, ce qui a des incidences notables sur l'évolution de l'économie mondiale et des relations internationales.

- Les États membres de l'Organisation de Shanghai pour la coopération (« l'Organisation ») unanimes pensent que les changements que connaît le monde ne présentent pas seulement de nouveaux défis et de nouvelles menaces, mais aussi des possibilités d'édifier un ordre économique et politique mondial plus juste, fondé sur la suprématie du droit international et la coopération équitable et mutuellement avantageuse de tous les pays, conformément aux buts et aux principes inscrits dans la Charte des Nations Unies.
- Les États membres de l'Organisation entendent se conformer strictement à l'esprit de sa Charte et aux dispositions de leur Traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération durables, faisant passer dans la réalité les objectifs et les principes fondamentaux de leur organisation.

2. Depuis sa création, l'Organisation est devenue un élément essentiel du dispositif régional et international de sécurité et de coopération et a prouvé ses qualités d'association multilatérale efficace et ouverte. Elle poursuivra à l'avenir cette politique qui exclut toute solution aux problèmes actuels du développement international et régional passant par les divisions en blocs, les idéologies et les affrontements.

- Les États membres sont déterminés à poursuivre dans tous les domaines leur coopération étroite dans le cadre de l'Organisation afin d'en renforcer le rôle de garant solide de la paix, de la stabilité et de la prospérité de la région.

3. À la suite des événements survenus en République kirghize, les États membres réaffirment leur attachement fondamental au respect mutuel de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale des États.

- Dénonçant toute ingérence dans les affaires intérieures des États souverains et toute action susceptible de provoquer des tensions dans la région, ils

préconisent le règlement de tout différend exclusivement par la voie diplomatique et politique, par le dialogue et les pourparlers.

- Rappelant qu'il importe de stabiliser au plus tôt la situation politique du Kirghizistan pour le bien de toute la région, les États membres se sont dits prêts à apporter à la République kirghize l'appui et l'aide nécessaires pour régler ce problème.

4. Les États membres réaffirment que l'Organisation des Nations Unies occupe une place centrale dans le système des relations internationales et qu'elle constitue un mécanisme de coopération multilatérale unique et à bien des égards irremplaçable.

- Les États membres sont déterminés à continuer de collaborer sur les questions relatives à la réforme de l'ONU et de son Conseil de sécurité.
- Cette réforme touchant aux intérêts de tous les États Membres de l'ONU, il est logique de continuer de mener des consultations ouvertes et multilatérales afin d'élaborer un projet global où s'exprime le plus large accord.

5. À l'heure actuelle, de nouveaux enjeux et menaces en matière de sécurité figurent au premier plan des préoccupations internationales, rendant indispensable de lutter ensemble plus activement contre le terrorisme dans toutes les manifestations et de trouver des solutions garantissant la sécurité internationale et régionale. Les États membres feront porter tous leurs efforts sur la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU et des dispositions de la Convention de Shanghai pour la lutte contre le terrorisme, ainsi que sur la lutte contre les idéologies terroristes et extrémistes par le développement du dialogue entre les civilisations et entre les cultures.

6. Les États membres soulignent que l'Organisation de Shanghai doit continuer de s'employer à renforcer la coordination de leur action commune visant à sortir de la crise financière et économique mondiale et à en atténuer les retombées. Pour sortir de la crise, il faudra poursuivre la modernisation soutenue des économies nationales, y stimuler l'innovation et faire participer les pays intéressés, à égalité de droits, à la prise de décisions sur les questions internationales essentielles, renforçant à cette fin leur coopération mondiale et régionale.

- L'Organisation devra s'efforcer de créer un environnement porteur pour les affaires et les investissements, et de réaliser conjointement des projets régionaux et interrégionaux de développement des équipements de transports et de communications, afin d'améliorer la compétitivité économique des États membres.

7. Il est déterminant, dans le monde actuel, de mettre en place un système de sécurité internationale fondé sur le respect du droit international et des engagements pris par les États. La mise en place d'un tel système passe par des mesures cohérentes et efficaces de désarmement et de non-prolifération.

- Les États membres préconisent le strict respect des dispositions du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, notamment sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Ils considèrent que la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale contribue grandement à la paix et à la sécurité de la région, au renforcement du dispositif de non-prolifération

nucléaire et à l'amélioration de la sécurité régionale et internationale. La signature du Protocole au Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale par les puissances dotées de l'arme nucléaire constitue un pas important dans cette direction.

- Les États membres se félicitent de la signature du Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie sur des mesures visant de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs, le 8 avril 2010 à Prague.
- Ils soulignent que le déploiement incontrôlé de la défense antimissiles balistiques dans le monde, de même que le danger de voir des armes déployées dans l'espace, risquent de fragiliser la stabilité internationale et d'entraîner la prolifération des armes balistiques dans diverses parties du monde.

8. L'escalade du conflit en République islamique d'Afghanistan ainsi que le terrorisme, le trafic de drogue et la criminalité transnationale organisée qui y trouvent leur origine continuent de faire peser de graves menaces sur la région. La paix et la stabilité en Afghanistan sont des conditions déterminantes pour la sécurité, de même que pour le développement socioéconomique durable de l'ensemble de la région.

- Les États membres soulignent le rôle moteur joué par l'ONU dans la coordination de l'action que mène la communauté internationale en vue d'un règlement de la situation en Afghanistan. Ils estiment qu'il n'y a pas en l'occurrence de solution uniquement militaire et préconisent de promouvoir des pourparlers sous l'égide de l'ONU, avec la participation des Afghans.
- L'Organisation souhaite que l'Afghanistan devienne un État où règne la paix et la stabilité et considère qu'il importe à cette fin de respecter pleinement le patrimoine historique et démographique de ce peuple multiethnique, ainsi que ses valeurs traditionnelles et religieuses.
- L'Organisation appuie l'action des États membres qui participent à la réalisation de projets de reconstruction économique de l'Afghanistan en coopération avec des organismes internationaux et d'autres parties intéressées.
- Les États membres invitent la communauté internationale à intensifier la lutte qu'elle mène contre le trafic de drogue qui prend sa source en Afghanistan à toutes les étapes de la chaîne de production et de distribution. À cet égard, les participants au sommet sont déterminés à collaborer avec d'autres structures internationales et régionales et demandent à la Force internationale d'assistance à la sécurité de coopérer avec les États membres de l'Organisation dans le domaine de la lutte antidrogue.

9. Les États membres notent que la sécurité de l'information est étroitement liée à la souveraineté des États, à la sécurité nationale, à la stabilité socioéconomique et aux intérêts des citoyens. Tous les pays ont le droit de contrôler Internet en fonction de leurs réalités nationales et dans un cadre juridique, tout en développant la coopération dans l'égalité des droits et le respect mutuel.

- Les technologies de l'information doivent servir des objectifs de paix, de développement, de sécurité et de prospérité. Les États membres continueront de mettre en œuvre les accords de coopération conclus à ce sujet dans le cadre

de l'Organisation, et s'emploieront activement à assurer la sécurité de l'information à l'échelle internationale.

10. Les États membres ont noté que l'Organisation jouait un rôle croissant dans le réseau que constituent peu à peu dans la région de l'Asie et du Pacifique des associations multilatérales partenaires qui cherchent à y renforcer la paix, la stabilité et le développement durable dans le prolongement de l'initiative de Tachkent de 2004.

- Les États membres ont grandement apprécié la signature, le 5 avril 2010 à Tachkent, de la Déclaration conjointe de coopération entre les secrétariats de l'Organisation de Shanghai pour la coopération et de l'ONU, définissant les principes fondamentaux et les grandes orientations de la coopération entre les deux organisations.

11. L'adoption, par les chefs d'État, du Règlement intérieur de l'Organisation de Shanghai pour la coopération et des dispositions relatives à l'admission de nouveaux membres marque une étape importante qui doit permettre à l'Organisation de continuer de se développer, de gagner en influence et de perfectionner le cadre juridique de l'action de ses organes.

- Les États membres préconisent de continuer de renforcer leur coopération avec les États qui ont le statut d'observateur et de partenaire de l'Organisation, et de mettre l'accent sur les aspects concrets de cette coopération afin de mettre leurs moyens, leurs ressources et leurs marchés au service d'activités communes.

12. Les États membres rappellent les leçons de la Seconde Guerre mondiale, qui fait l'objet, à l'occasion du soixante-cinquième anniversaire de la fin des hostilités, de commémorations dans les États de l'Organisation comme partout dans le monde : aujourd'hui encore, il importe que tous les pays et les dirigeants politiques s'engagent à éviter de nouvelles tragédies, qui causent des pertes humaines colossales, et à lutter ensemble, par une action collective, contre les menaces qui pèsent sur l'humanité. Les États membres, dont les peuples ont apporté une contribution essentielle à la victoire de 1945, au prix de lourdes pertes, dénoncent avec vigueur les manifestations tendant à ranimer l'idéologie fasciste et à propager la xénophobie et l'intolérance, l'extrémisme et le terrorisme au nom de desseins politiques odieux.

- L'Organisation reste attachée à la paix, au développement collectif et à la coopération équitable et continuera, dans le respect mutuel et la tolérance, de développer le dialogue et la coopération qu'elle entretient avec la communauté internationale et de s'employer activement à renforcer la sécurité, la stabilité et la qualité de vie dans la région et dans le monde, au nom de l'harmonie et de la prospérité.
- Les États membres ont réaffirmé leur intention d'organiser des manifestations, l'année prochaine, pour célébrer le dixième anniversaire de l'Organisation de Shanghai pour la coopération.